

Brochure n° 3134

Convention collective nationale

IDCC : 2205. – NOTARIAT

ACCORD DU 26 SEPTEMBRE 2013

RELATIF AU PARITARISME ET AU FINANCEMENT DES SYNDICATS

NOR : ASET1351111M

IDCC : 2205

Entre :

Le CSN,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

Le SNCTN CFE-CGC ;

La FGCEN CGT-FO ;

La FNPSE CGT,

D'autre part,

sous la présidence de l'adjointe au chef du bureau des relations individuelles de travail à la direction générale du travail au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le conseil supérieur du notariat participe pour l'année civile 2013 au financement des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national par le versement d'une subvention globale d'un montant de 225 000 €.

Article 2

Sauf dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles, cette subvention est répartie entre les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national selon les critères suivants :

- 2/5 de l'allocation répartis de façon égale entre l'ensemble des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national ;
- 1/5 de l'allocation réparti entre les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national proportionnellement à leur taux d'assiduité aux réunions plénières de la commission mixte paritaire de la convention collective, avec comme référence l'année civile précédant celle pour laquelle la subvention est versée, soit l'année 2012 :
 - CFDT : 100 % ;

- CFE-CGC : 100 % ;
- CFTC : 100 % ;
- CGT : 100 % ;
- CGT-FO : 100 % ;
- 1/5 de l'allocation réparti de façon égale entre les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national qui présentent des candidats à l'élection au conseil d'administration de la CRPCEN, critère de représentativité retenu, soit, pour le scrutin de 2011, 5 syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO) ;
- 1/5 de l'allocation réparti entre les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national proportionnellement au nombre de voix obtenues dans le collège des actifs à l'élection au conseil d'administration de la CRPCEN, critère de représentativité retenu, soit, pour le scrutin de 2011, 11 115 suffrages valablement exprimés, dont :
 - 6 774 pour la liste Union pour la CRPCEN, avec application entre les organisations syndicales membres de cette liste d'une clé de répartition basée sur le nombre d'élus titulaires et suppléants de chacune d'entre elles, soit au total 8 élus sur cette liste, à savoir :
 - 2 élus CFDT, soit 2/8 ;
 - 4 élus CFE-CGC, soit 4/8 ;
 - 1 élu CFTC, soit 1/8 ;
 - 1 élu CGT, soit 1/8 ;
 - 4 341 pour la CGT-FO.

Article 3

Compte tenu des dispositions des articles précédents, les sommes seront versées au 8 octobre 2013, par chèque, à chacune des organisations syndicales ci-dessous énumérées.

Article 4

Au titre de l'année 2013, les montants seront les suivants :

- fédération des services CFDT : 42 856 € ;
- syndicat national des cadres et techniciens du notariat, affilié à la CFE-CGC : 49 713 € ;
- fédération « commerce, services et force de vente », affiliée à la CFTC : 39 428 € ;
- fédération nationale des personnels des sociétés d'études CGT : 39 428 € ;
- fédération générale des clercs et employés de notaire, affiliée à la CGT-FO : 53 575 €.

Article 5

Lesdites sommes versées par le conseil supérieur du notariat s'imputeront sur celles qui pourraient être dues par lui en vertu de toute réglementation et/ou convention actuelles et/ou futures relatives, à quelque niveau que ce soit, à l'aide au financement du syndicalisme et/ou au dialogue social et/ou au paritarisme.

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée qui s'achèvera le 31 décembre 2013 et ne concernera que l'année civile 2013.

Si une disposition législative vient réglementer le financement des organisations syndicales pendant la période de validité du présent accord, les partenaires sociaux se réuniront dans les 3 mois de son entrée en vigueur afin de convenir de ses modalités d'application.

Il sera déposé, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Il sera soumis à la procédure d'extension, prévue à l'article L. 2261-24 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 26 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)